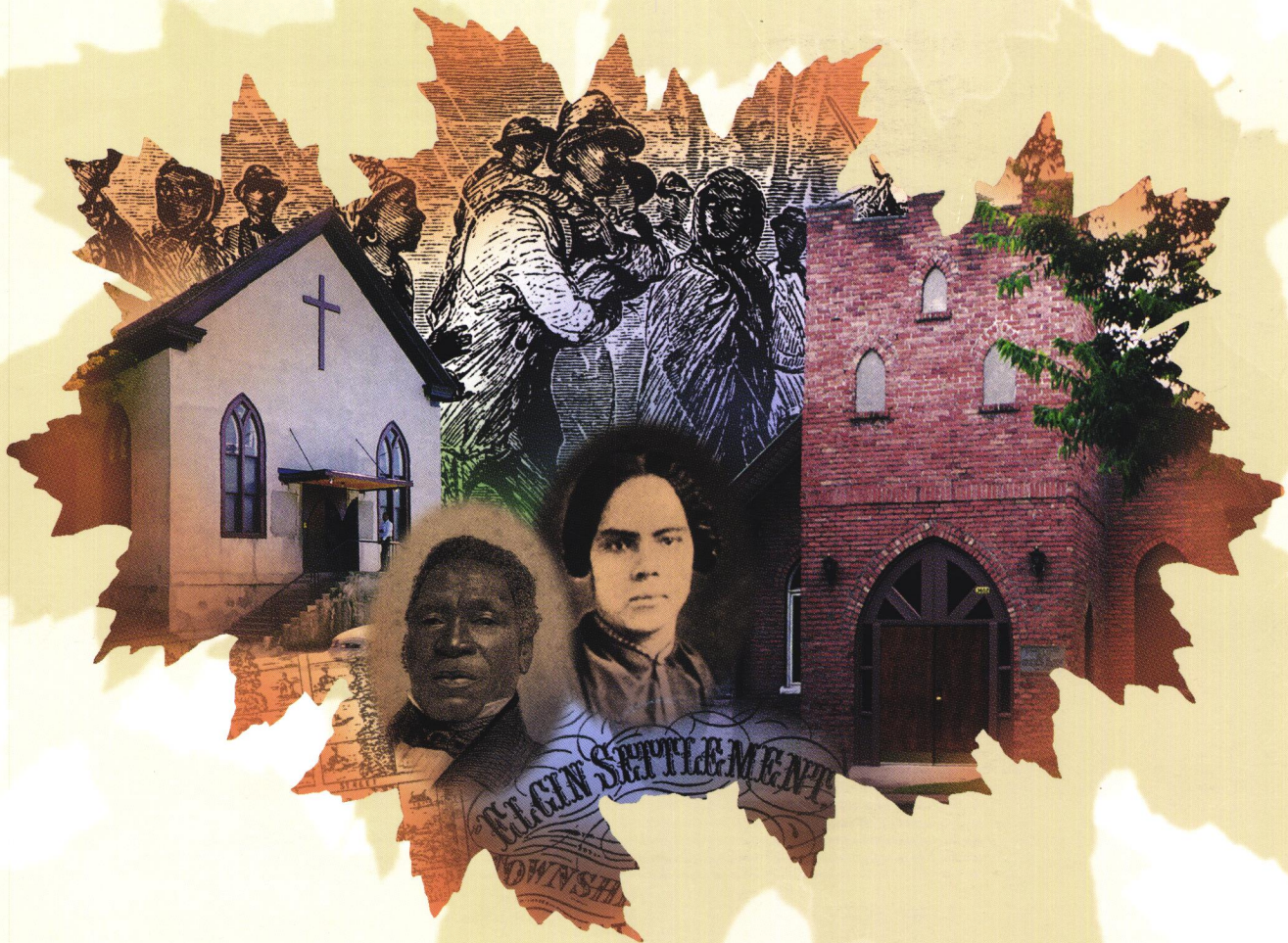
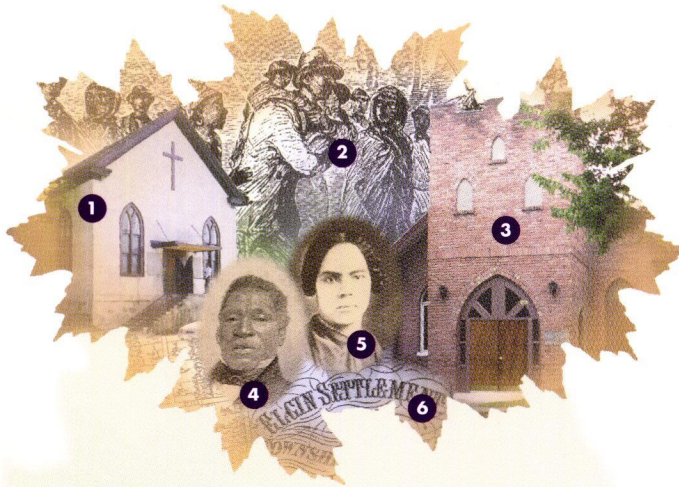


CAIR64
243
2001

LE RÉSEAU DES LIEUX HISTORIQUES NATIONAUX DU CANADA

LA COMMÉMORATION DU CHEMIN DE FER CLANDESTIN AU CANADA





Légende des photos de la page couverture :

1. L'Église épiscopale méthodiste britannique de St. Catharines
2. Esclaves réfugiés
3. La première église baptiste de Sandwich
4. Le révérend Josiah Henson
5. Mary Ann Shadd Cary
6. Une carte de l'établissement Elgin à Buxton

La Commission des lieux et monuments historiques du Canada a pour mandat de conseiller le ministre du Patrimoine canadien et, par son entremise, le gouvernement du Canada, sur la commémoration d'aspects de l'histoire du Canada qui revêtent une importance nationale.

La Commission favorise le soutien et la participation du public pour mieux faire connaître aux Canadiens l'empreinte du passé qui a forgé notre pays. Près de 80 p. 100 des sujets retenus pour l'examen de la Commission sont proposés par le public.

Vous pouvez contribuer à mieux faire connaître des thèmes importants auprès du grand public en soumettant des personnes, des événements ou des lieux à la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Vous êtes invités à faire parvenir vos soumissions, ainsi que toute demande de renseignement complémentaire à propos du programme des lieux historiques nationaux, à l'adresse suivante :

Secrétaire exécutif
Commission des lieux et monuments historiques du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

Téléphone : (819) 997-4059
Télécopieur : (819) 953-4909
Adresse électronique : hsmbc-clmhc@pch.gc.ca

Le genre masculin est utilisé comme générique, dans le but d'éviter d'alourdir le texte.

© Sa Majesté la reine du chef du Canada 2001
ISBN : 0-662-65591-5
Cat : R64-243/2001
This publication is also available in English.

CAIRBY
243
2001



AVANT-PROPOS

Qui pense au chemin de fer clandestin, pense courage et compassion, héros et histoire.

Des années 1820 aux années 1860, des réfugiés américains d'origine africaine ont collaboré avec les membres d'un réseau secret d'antiesclavagistes afin de s'enfuir au Canada. Des milliers y sont parvenus et se sont installés au Canada, d'Halifax à Victoria. La plupart cependant ont choisi le sud-ouest de l'Ontario. Dans leur nouvelle communauté, les réfugiés ont refait leur vie et ont jeté les fondements d'un nouveau pays.

Les personnes et les endroits associés au chemin de fer clandestin occupent une place de choix dans notre histoire et notre patrimoine — la chapelle Salem, l'Établissement Buxton, Mary Ann Shadd, Josiah Henson, Thornton et Lucie Blackburn, et Harriet Tubman. Le réseau des lieux historiques nationaux du Canada met en valeur et commémore ces personnes et ces endroits spéciaux.

En tant que Canadiens, nous devons avoir à coeur les récits diversifiés et inspirants qui constituent la trame de l'histoire de notre pays. Notre patrimoine nous rapproche de notre passé, de notre avenir et les uns des autres.

P. G. BIBLIOTHEQUE
UNIVERSITÉ DE SHEBBROOKE

Sheila Copps
Ministre du Patrimoine canadien



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

DATE DE
RETOUR

Service des bibliothèques
Bibliothèque de droit
et publications gouvernementales

~~07 AVR. 2010~~

A series of horizontal lines for a return date stamp, with the date 07 AVR. 2010 crossed out in blue ink.



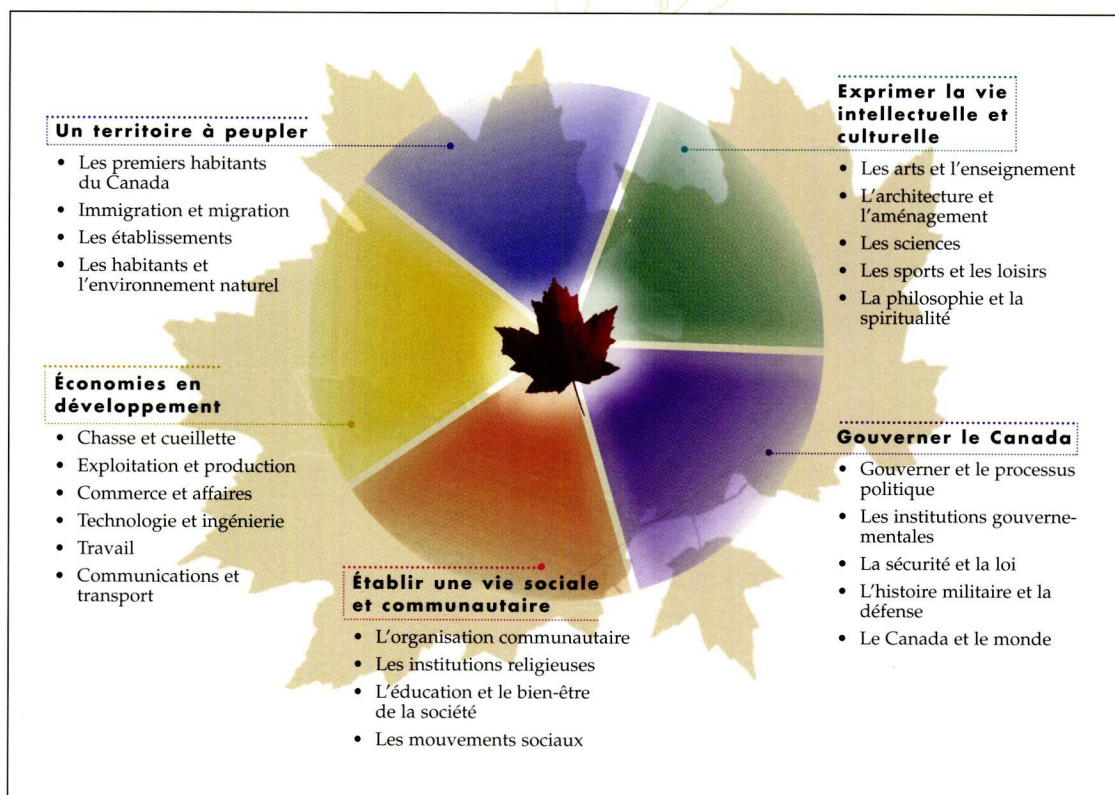


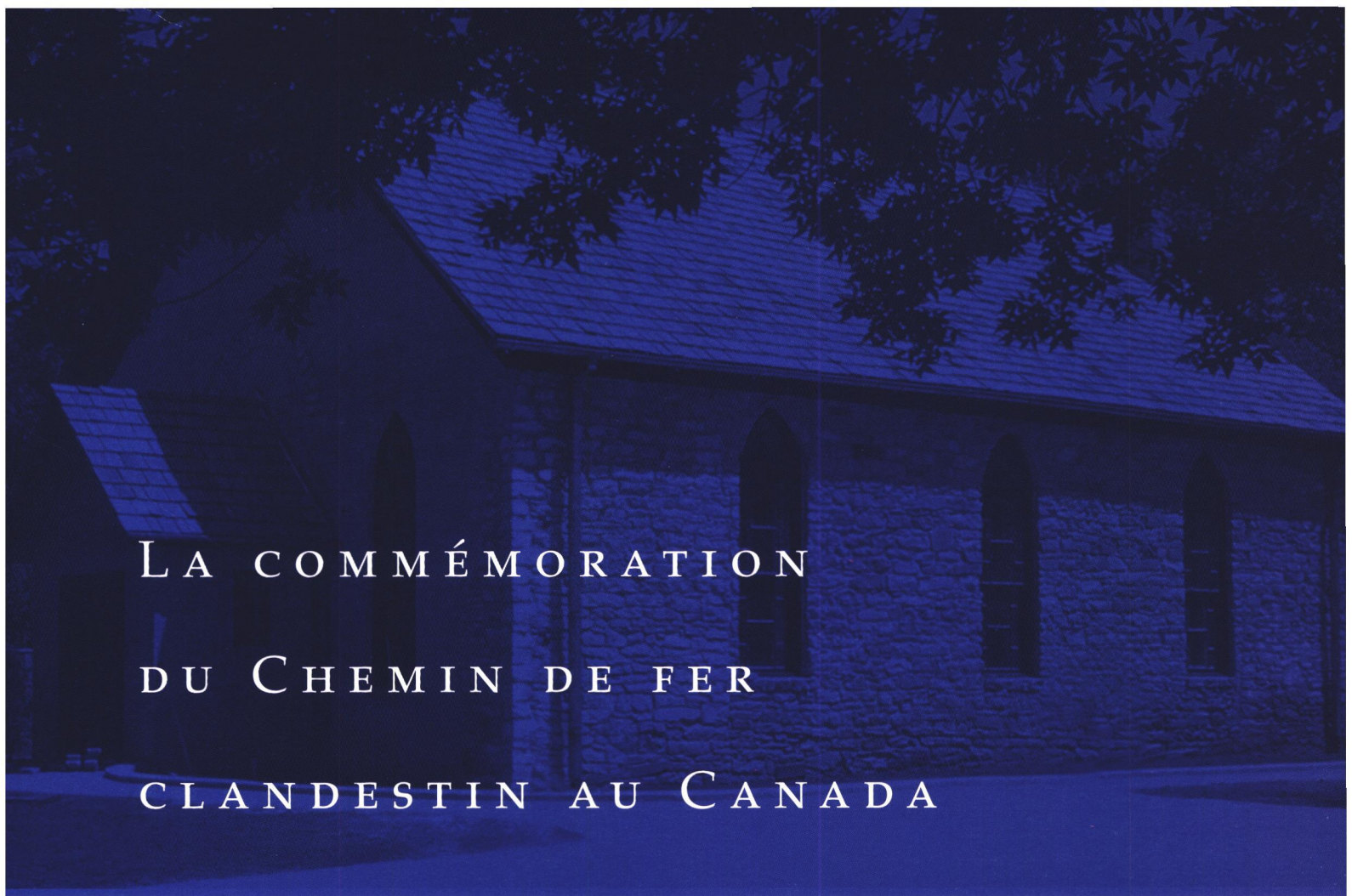
TABLE DES MATIÈRES

Plan du réseau des lieux historiques nationaux et cadre thématique	2
La commémoration du Chemin de fer clandestin au Canada	3
Le mouvement abolitionniste	5
Les établissements	9
Les institutions religieuses	13
L'éducation	15
Conclusion	20
Sources des illustrations	20

PLAN DU RÉSEAU DES LIEUX HISTORIQUES NATIONAUX ET CADRE THÉMATIQUE

Le réseau des lieux historiques nationaux du Canada n'est pas définitif ni complet. Le gouvernement fédéral, avec l'aide de ses partenaires, travaille à la réalisation d'un réseau plus représentatif, qui reflète vraiment la riche histoire et le patrimoine du Canada. La commémoration du *Chemin de fer clandestin* au Canada illustre la recherche faite par Parcs Canada sur un certain chapitre de l'histoire de nombreuses communautés ethnoculturelles du pays, domaine d'intérêt actuellement considéré comme étant sous-représenté dans le réseau. Le cadre thématique divise l'histoire du Canada en cinq thèmes généraux reliés entre eux, chacun comportant un certain nombre de sous-thèmes. L'histoire du *Chemin de fer clandestin* a été commémorée en ce qui a trait au thème Établir une vie sociale et communautaire, bien que cette histoire complexe recoupe toutes les catégories thématiques et que ses différents aspects entrent dans l'une ou l'autre de ces catégories.





LA COMMÉMORATION DU CHEMIN DE FER CLANDESTIN AU CANADA

L'Église épiscopale méthodiste
africaine Nazrey (1848),
Amherstburg, Ontario
Désignée lieu historique
national du Canada

Au XIX^e siècle, le Canada s'est retrouvé, sur le plan intellectuel, au cœur des luttes acharnées menées contre l'esclavage et, sur le plan matériel, en première ligne des voies secrètes empruntées par ceux qui fuyaient l'esclavage dans le Sud des États-Unis. Ce spectaculaire mouvement de réfugiés, connu sous le nom de Chemin de fer clandestin, a d'abord été désigné d'importance historique nationale par le gouvernement du Canada en 1925. Plus récemment, la ministre du Patrimoine canadien a désigné diverses personnes et divers lieux associés à cet important chapitre de l'histoire du Canada, tandis que Parcs Canada collaborait avec le United States National Park Service afin de faire mieux connaître le volet international de cette épopée.

Bien qu'il ait été pratiqué dans les colonies canadiennes, l'esclavage était limité dans le Haut-Canada depuis l'adoption, en 1793, de la Loi antiesclavagiste du Haut-Canada (un événement désigné d'importance historique nationale). Il fut par la suite aboli dans tout l'Empire britannique en

1833. À l'époque, l'esclavage était depuis longtemps interdit dans le Nord des États-Unis, mais il continuait d'être florissant dans le Sud. De 1820 à 1860 environ, plus de 20 000 personnes fuyant l'esclavage vinrent s'établir au Canada. Leur fuite portait atteinte à la viabilité économique

de l'esclavage, car la diminution du nombre d'esclaves et les sommes dépensées pour reprendre les fuyards entraînaient de lourdes pertes financières. De plus, dans le combat mené contre l'esclavage, l'exemple de réfugiés s'étant adaptés avec succès à leur nouvel environnement fut présenté au monde pour prouver que, contrairement à ce qu'affirmait la propagande sudiste, les personnes d'origine africaine étaient tout à fait capables de s'épanouir en êtres libres hors de la prison de l'esclavage. La présence de ces réfugiés attira l'attention du monde sur le Canada et suscita un débat intellectuel d'un niveau encore jamais atteint dans les communautés de pionniers. Au bout du compte, l'expérience du Chemin de fer clandestin allait aider les Canadiens à se forger une identité en tant que peuple démocratique.

Si on exclut les Loyalistes au XVIII^e siècle, les milliers d'Afro-Américains qui ont emprunté le Chemin de fer clandestin représentent la première et la plus importante vague de réfugiés politiques qui se soient jamais établis au Canada. Ces réfugiés avaient choisi le Canada en raison de sa proximité, de sa population en grande partie anglophone, et parce qu'un réseau de Canadiens et d'Américains accompagnait les fuyards jusqu'à divers points de réception situés du côté canadien de la frontière. Ce réseau était dirigé par un groupe informel de Blancs et de Noirs qui utilisaient tous les moyens à leur disposition pour aider les esclaves à s'échapper. Au milieu du XIX^e siècle, leurs méthodes connaissaient un tel succès que la terminologie utilisée pour les désigner était celle de la technologie de pointe de l'époque, le chemin de fer (la terminologie américaine est à l'origine de l'évolution du nom).

Grâce à son réseau de « conducteurs » et de « chefs de gare », le Chemin de fer clandestin amena des réfugiés dans différentes régions du Canada d'avant la Confédération, de la Nouvelle-Écosse à la Colombie-Britannique; cependant, le plus grand afflux d'immigrants eut lieu dans le triangle Toronto-Windsor-Niagara Falls, où la proximité des rivières Détroit et Niagara facilitait le passage vers le Canada.

Dans les années 1850, la situation était devenue extrêmement difficile pour les Noirs aux États-Unis. Non seulement le mouvement antiesclavagiste faisant appel à des moyens légaux semblait-il paralysé, mais même des Noirs américains nés dans des familles libres depuis des générations étaient menacés. Pour apaiser le Sud, ulcéré par les fuites continues d'esclaves, une nouvelle Loi sur les esclaves fugitifs avait été adoptée. Cette loi présumait que toute personne de couleur était un esclave à moins qu'elle ne puisse faire la preuve du contraire. Tous les Noirs, libres ou fugitifs, risquaient d'être arrêtés et envoyés dans le Sud comme esclaves. De nombreux Noirs libres se joignirent au flot des esclaves en fuite vers le Canada.

La migration vers le nord de milliers d'Afro-Américains en quête de liberté entraîna la création de nouveaux établissements au Canada et eut une incidence durable sur le tissu politique, juridique, religieux et culturel du pays. La Commission des lieux et monuments historiques du Canada s'est penchée sur des lieux, des personnes et des événements associés au Chemin de fer clandestin au Canada et reliés à des questions importantes comme le mouvement abolitionniste, les établissements, les institutions religieuses, l'éducation et le monde militaire.

LE MOUVEMENT ABOLITIONNISTE

Après l'abolition de l'esclavage dans l'Empire britannique, les organisations anti-esclavagistes de Grande-Bretagne, du Canada et des États-Unis se consacrèrent à l'éradication de l'esclavage dans le Sud des États-Unis, le dernier grand pays de langue anglaise à soutenir l'esclavage. L'esclavage aux États-Unis était une source de préoccupation immédiate pour le Canada, là où affluaient de plus en plus d'anciens esclaves et des Noirs libres qui s'établissaient pour la plupart à Toronto et dans les établissements situés dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Certains colons blancs se sentaient menacés par cette nouvelle vague d'immigrants, mais les abolitionnistes canadiens appuyaient leur action sur une conscience de plus en plus vive du coût humain de l'esclavage et des lois racistes visant à empêcher la croissance d'une communauté noire libre aux États-Unis.

En 1837, la Société antiesclavagiste du Haut-Canada voyait le jour. Étant la toute première grande société abolitionniste du Canada, elle attira dans ses rangs des résidents du Haut et du Bas-Canada, et prit contact avec d'autres abolitionnistes des États-Unis et de Grande-Bretagne. Cette organisation exista pendant une période assez courte, mais l'adoption de la Loi sur les esclaves fugitifs aux États-Unis en 1850 poussa de nouveau les Canadiens à l'action. En 1851 fut créée la Société antiesclavagiste du Canada, qui tirait sa force de la collaboration interracial entre les membres de la communauté des réfugiés du Chemin de fer clandestin, des partisans de l'ordre établi blanc, comme l'éditeur de journal George Brown, les dirigeants de la Presbyterian Free Church et la Congregational Church et de nombreux membres de l'élite commerciale et professionnelle de Toronto, alors en pleine croissance.

Avec l'arrivée d'un nombre considérable de réfugiés dans la province après 1850,

la communauté des réfugiés du Chemin de fer clandestin et ses partisans eurent fort à faire pour aider les nouveaux venus à s'établir. La Société antiesclavagiste du Canada recueillit de l'argent pour venir en aide aux réfugiés et ouvrit une école du soir pour les adultes qui pouvaient y recevoir une formation agricole. En plus de se battre contre l'extradition des Noirs, la Société s'opposait aux écoles séparées et parrainait des conférenciers abolitionnistes célèbres. George Brown se servait de son journal, *The Globe*, pour transmettre ses idées. Beaucoup de petits journaux, appartenant pour la plupart à des réfugiés du Chemin de fer clandestin qui en assuraient la publication, étaient aussi engagés dans le mouvement abolitionniste. On pense ici au *Voice of the Fugitive* d'Henry Bibb, au *Provincial Freeman* de Mary Ann Shadd Cary, au *Voice of the Bondsman* de Linton Stratford et au *True Royalist and Weekly Intelligencer* du révérend A.R. Green. La maison de George Brown, à Toronto, a été

Mary Ann Shadd
Cary (1823–1893)
Désignée personnage
historique national



désignée lieu historique national en raison de son association avec ce fervent abolitionniste et Père de la Confédération. Mary Ann Shadd Cary, la première femme éditrice d'un journal au Canada, a été désignée personnage historique national pour son travail auprès de la communauté du Chemin de fer clandestin.

Lieu de rencontre des membres de la Société antiesclavagiste du Canada, le nouveau St. Lawrence Hall de Toronto accueille également l'importante North American Colored Convention de 1851. Cette con-

vention, la première à être organisée à l'extérieur des États-Unis, permit aux leaders afro-américains de rencontrer publiquement des abolitionnistes du Canada, des États-Unis et de Grande-Bretagne sans craindre de représailles violentes. St. Lawrence Hall a été désigné lieu historique national en raison de son architecture exceptionnelle et des importantes réunions qui s'y sont déroulées — notamment en faveur de l'abolition de l'esclavage.

Les tribunaux

Devant le nombre croissant d'esclaves qui choisissaient de fuir vers le Canada pour y trouver la liberté, les propriétaires d'esclaves tentaient souvent de reprendre leur « propriété » par des moyens légaux ou, au besoin, par la force. Dès 1819, le procureur général du Haut-Canada, John Beverley Robinson, refusa d'extrader des réfugiés aux États-Unis. Tout en adhérant à ce grand principe, les tribunaux devaient étudier le bien-fondé de chaque demande d'extradition. Soumis aux protestations constantes des Américains qui intentaient des poursuites contre les fugitifs, la communauté des réfugiés, les abolitionnistes et les autorités canadiennes devaient se montrer vigilants. Le gouvernement canadien était pris entre deux feux : d'un côté se trouvaient les abolitionnistes et les communautés de réfugiés qui s'opposaient farouchement à l'extradition des réfugiés, de l'autre, les propriétaires d'esclaves et le gouvernement américain avec qui les Canadiens se devaient de conserver de bonnes relations, compte tenu notamment des négociations anglo-américaines au sujet de la frontière entre le Canada et les États-Unis.

Plusieurs causes furent entendues entre les années 1830 et les années 1860, et un malheureux réfugié, Nelson Hackett, fut extradé en 1841 par le gouverneur général sir Charles Bagot. L'affaire Thornton et Lucie Blackburn, en 1833, et la célèbre affaire Anderson, en 1861, établirent des précédents en matière de refus d'extradition. Le sort de John Anderson devint un enjeu électoral au Canada et, quand l'affaire fut portée devant la Cour du banc de la reine, à Osgoode Hall, on dut faire appel

à la troupe pour contrôler la foule des partisans d'Anderson, Noirs et Blancs, venus entendre le verdict. Parmi les nombreux endroits associés à des causes du genre, Osgoode Hall est le seul qui soit demeuré plus ou moins dans son état d'origine. Le rôle des tribunaux dans la défense de la liberté des réfugiés du Chemin de fer clandestin est l'un des motifs de la désignation d'Osgoode Hall à titre de lieu historique national.

La convention de Chatham

Dans les années 1850, les conditions de plus en plus répressives qui régnaient aux États-Unis firent perdre aux abolitionnistes tout espoir de mettre fin à l'esclavage par des moyens pacifiques. Il y eut des éruptions de violence au Kansas lorsque le territoire, nouvellement admis dans l'Union, dut décider s'il serait ou non un État esclavagiste. Certains dirigeants appuyaient l'émigration des Noirs vers l'Afrique, l'Amérique centrale ou les Caraïbes, qui leur paraissait la seule solution possible; d'autres y voyaient une forme d'épuration ethnique et redoublaient d'efforts en vue d'abolir l'esclavage, tout en aidant les fugitifs à gagner le Nord grâce au Chemin de fer clandestin.

Un homme prit une envergure quasi mythique lorsqu'il porta un coup audacieux à l'existence de l'esclavage. Tous se souviennent de John Brown à cause de la célèbre chanson de marche « John Brown's Body » et font presque toujours un lien entre lui et le raid mené contre l'arsenal fédéral de Harpers Ferry, en Virginie occidentale. Cependant, cette action désastreuse se voulait le point de départ de la création d'un « État » non esclavagiste

établi dans la nature sauvage des monts Allegheny. Les esclaves des plantations du Sud auraient fui vers cette place forte où, en compagnie de Noirs libres et de Blancs, ils auraient combattu l'esclavage. Leur nombre croissant aurait fini par affaiblir l'institution de l'esclavage et aurait entraîné sa chute.

Pour réaliser ce projet, John Brown avait besoin de l'appui de la communauté noire. Ayant du mal à tout orchestrer dans le climat de tension et de méfiance qui régnait aux États-Unis, Brown se rendit dans le Haut-Canada en 1858. Il consulta Harriet Tubman, la célèbre conductrice du Chemin de fer clandestin, à St. Catharines, et s'arrêta à Ingersoll, Buxton et Chatham — une agglomération qu'il savait être l'un des centres de la communauté du Chemin de fer clandestin et où il pensait bien trouver les dirigeants de son nouvel État. Brown rencontra des hommes intéressés dans les communautés de réfugiés situées aux alentours de Chatham, dans la First Baptist Church, là où fut élaborée la constitution provisoire de cet État libre. Avec ce schéma de gouvernement, Brown avait le sentiment d'avoir obtenu l'approbation de son projet. Un traître obligea Brown à retarder son action et, lorsqu'il organisa son attaque, un an plus tard, en 1859, une bonne partie de l'impulsion initiale avait été perdue. Il se lança contre l'arsenal fédéral de Harpers Ferry à la tête d'une petite

armée provisoire de 22 hommes. Le raid échoua et Brown fut pendu en 1860 pour trahison contre l'État de Virginie. Osborne Anderson, un imprimeur du *Provincial Freeman*, fut l'un des rares attaquants à s'échapper. Il publia le récit de l'attaque avec l'aide de Mary Ann Shadd Cary.

Aux États-Unis comme à l'étranger, le raid suscita une forte réaction tant chez les partisans de l'esclavage que chez ses adversaires. Au Canada, d'imposants services commémoratifs furent organisés dans divers centres, notamment au St. Lawrence Hall de Toronto et dans la salle Bonaventure à Montréal. En Europe, des penseurs libéraux tels que Victor Hugo et Giuseppe Garibaldi pleurèrent la mort de Brown et condamnèrent le système pernicieux qui en avait été la cause : l'esclavage. Entre-temps, les Américains esclavagistes accusaient le gouvernement canadien de collusion. John Brown demeure une figure fort controversée, mais les historiens s'entendent généralement pour dire que son raid à Harpers Ferry a été l'un des facteurs qui ont contribué au déclenchement de la guerre de Sécession américaine. Son assaut audacieux contre l'esclavage et sa volonté de sacrifier sa propre vie ont fait de lui un héros aux yeux de bien des gens. Le rôle de la communauté canadienne du Chemin de fer clandestin dans cet épisode tragique de l'histoire est illustré à Chatham au W.I.S.H. (« Woodstock Institute Sertoma Help ») Centre et à la First Baptist Church, aujourd'hui la « John Brown Meeting House ».

LES ÉTABLISSEMENTS

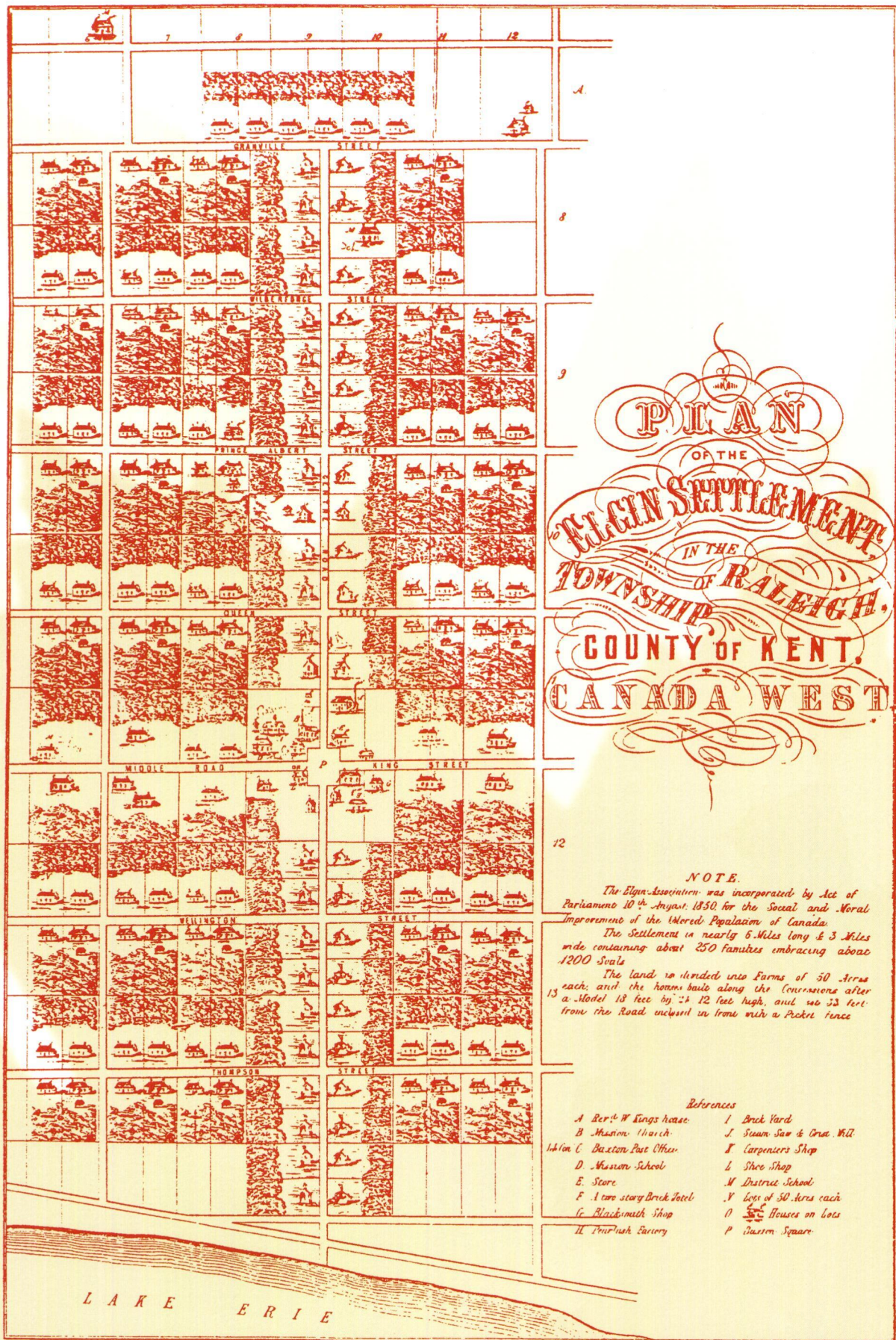
Les estimations varient beaucoup quant au nombre de réfugiés du Chemin de fer clandestin au Canada au milieu du XIX^e siècle, notamment dans ce qui était alors le Haut-Canada. D'après les plus récentes recherches, à peine 20 p. 100 des 20 000 réfugiés et plus ayant immigré dans le Haut-Canada sont retournés aux États-Unis pendant ou immédiatement après la guerre de Sécession. Une proportion étonnamment élevée d'entre eux, peut-être un tiers, étaient nés libres. Le recensement de 1861 dans le Haut-Canada fait état de la présence de gens de couleur dans 312 cantons et quartiers urbains, ce qui en fait un des groupes le plus largement dispersé de la province à l'époque. Les Noirs étaient surtout concentrés dans les comtés de Kent et d'Essex, et on en retrouvait plus de 1000 dans la ville de Toronto, où ils étaient pour la plupart arrivés avec la vague d'immigration du Chemin de fer clandestin au milieu du XIX^e siècle.

Ces nouveaux arrivants formaient un groupe diversifié. Quelques-uns avaient de l'argent, de l'instruction et des compétences monnayables, mais la plupart ne possédaient guère plus que les vêtements qu'ils avaient sur le dos. Beaucoup cherchèrent immédiatement du travail dans les villages et les agglomérations situés près de leur point de passage à l'une des extrémités du lac Érié, ou dans des fermes des environs. Petit à petit, certains salariés gagnèrent des grands centres comme Toronto, où les occasions étaient plus nombreuses. D'autres achetèrent des fermes. Certains firent des plans en vue de la création d'établissements par « îlots » où des groupes de réfugiés pouvaient s'entraider pour mettre sur pied des fermes vivrières.

Jamais, cependant, leurs efforts ne purent s'inscrire simplement dans le processus courant de colonisation. Au Canada, les réfugiés se retrouvèrent constamment sous

la loupe d'une société rongée par les craintes et les aspirations souvent contradictoires des abolitionnistes, des partisans de l'esclavage et des politiciens soucieux d'éviter la colère des électeurs blancs timorés. De plus, pour bien des gens, leur existence venait prouver ou infirmer la capacité des personnes d'origine africaine à s'épanouir en dehors de l'institution de l'esclavage. Toujours conscients du fait qu'ils étaient plus que de simples immigrants, les fugitifs luttèrent pour s'établir. La plupart tentèrent tout doucement de s'intégrer dans les centres urbains naissants du Sud-Ouest de l'Ontario. Bien que les établissements ruraux par îlots devinrent assez connus, à peine 5 p. 100 des réfugiés firent partie de ces communautés distinctes.

Une carte de l'établissement Elgin, à Buxton, dans le comté de Kent, Ontario, 1866



Les établissements par îlots

Les réfugiés du Chemin de fer clandestin n'eurent pas droit à des terres gratuites : la plupart des projets d'établissements ruraux impliquaient l'achat de terres par îlots, souvent par l'entremise d'une mission. Ces terres étaient ensuite vendues en petits lots aux familles désireuses d'exploiter une ferme, à des conditions acceptables. Très peu de ces projets furent financés ou gérés de façon adéquate, et très peu furent réellement viables. Ils donnèrent cependant à quelques familles déterminées la chance de s'établir sur une terre, même si parfois l'établissement promis ne voyait jamais le jour. Le lieu historique John Freeman Walls, à Puce, préserve une maison associée à l'un de ces projets d'établissements. Parmi les principaux projets d'établissements, mentionnons Wilberforce, près de Lucan; la mission Sandwich, près de Windsor; l'établissement Elgin, à Buxton; et l'établissement Dawn, à Dresden.

De tous ces projets, le plus réussi fut l'Établissement Elgin (Buxton), fondé en 1849 par quinze anciens esclaves sous la direction d'un ministre presbytérien, le révérend King. Avec l'aide de membres de la communauté du Chemin de fer clandestin déjà en place et de la Free Presbyterian Church of Canada, ses courageux pionniers créèrent une communauté agricole prospère sur les rives du lac Érié. La communauté existe encore de nos jours et a été désignée lieu historique national du Canada. Josiah Henson, le co-fondateur de l'établissement Dawn et celui qui a inspiré à Harriet Beecher Stowe son célèbre roman anti-esclavagiste, *La Case de l'Oncle Tom*, a été désigné personnage historique national.

Il est commémoré au lieu historique de la Case-de-l'Oncle-Tom, près du site original de l'établissement Dawn, à Dresden, Ontario.

Les établissements intégrés

À leur arrivée dans le Haut-Canada, la plupart des nouveaux immigrants se dirigèrent vers des centres d'emploi frontaliers. D'abord accueillants à l'endroit des réfugiés, les habitants des petites agglomérations et des villages situés le long de la frontière en vinrent à s'alarmer devant leur nombre croissant. Le racisme l'emporta souvent sur les bonnes intentions, faisant de l'égalité d'accès à l'emploi, au logement et à l'éducation l'exception plutôt que la règle. Malgré ces difficultés, bien des gens et des entreprises connurent le succès à Chatham, Collingwood, Amherstburg, Windsor et dans d'autres communautés du Sud-Ouest de l'Ontario.

Les demeures des réfugiés du Chemin de fer clandestin sont difficiles à trouver, car la plupart de ces maisons modestes ont



Le révérend Josiah Henson (1789-1883)
Désigné personnage historique national

été soit remplacées, soit considérablement rénovées. Parmi celles qui subsistent en Ontario, mentionnons la maison George Taylor, aujourd'hui préservée comme élément du North American Black Historical Museum, à Amherstburg. Cette demeure de réfugié, l'un des nombreux petits cottages du genre construits à l'origine pour abriter des pensionnés de l'Armée, illustre le peu de logements disponibles dans les petites agglomérations frontalières où affluèrent un nombre croissant de réfugiés au milieu du XIX^e siècle. À la maison Griffin, près de Hamilton, on peut encore se faire une idée de la vie de ces fermiers réfugiés. Cette demeure rurale restaurée, qui a été occupée par la famille Griffin pendant des générations, est maintenant gérée par le Fieldcote Museum d'Ancaster. Elle illustre bien les nombreuses petites fermes de réfugiés du Chemin de fer clandestin dispersées dans le paysage du Sud-Ouest de l'Ontario.

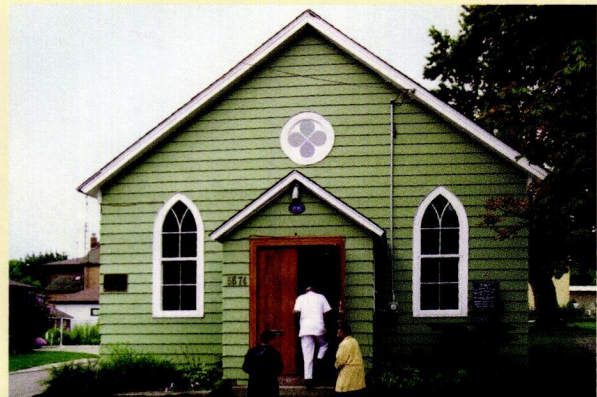
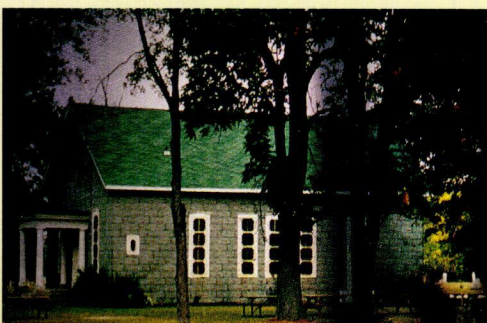
La ville de Toronto, alors en pleine croissance, offrait plus de possibilités que les petits centres. Elle exerçait un attrait particulier sur les femmes arrivées seules ou avec de jeunes enfants et qui avaient besoin d'un travail. Les estimations quant à la taille de la population noire de Toronto à l'époque du Chemin de fer clandestin varient. En 1859, on estimait qu'il y avait entre 1200 et 1600 Noirs à Toronto, sur un total de 50 000 habitants. Beaucoup de réfugiés s'établirent dans le voisinage de l'hôtel de ville actuel, mais on en trouvait aussi en

divers endroits de la ville. Si les préjugés raciaux existaient bel et bien, les Torontois noirs de l'époque étaient généralement en mesure de trouver du travail, de se lancer en affaires, d'envoyer leurs enfants dans des écoles intégrées, de faire leurs dévotions et d'acheter des maisons où bon leur semblait. Ils développèrent une culture urbaine vivante dans laquelle les sociétés de conférence, les groupes littéraires, les associations féminines et les organismes d'entraide venaient enrichir la vie des nouveaux immigrants.

En raison du réaménagement urbain constant, peu de maisons anciennes du centre de la ville subsistent. Des fouilles ont été menées dans les vestiges archéologiques d'une demeure de première génération ayant appartenu à Thornton et Lucie Blackburn. Les Blackburn ont été désignés personnes d'importance historique nationale en tant que représentants des nombreux réfugiés du Chemin de fer clandestin qui se sont établis à Toronto. Comme beaucoup d'autres, les Blackburn y ont trouvé du travail, construit une maison et, dans ce cas précis, créé la première entreprise de taxis de Toronto. Deux maisons plus récentes, une construite pour le D^r Anderson Ruffin Abbott et l'autre pour le conseiller municipal de Toronto, William Peyton Hubbard, illustrent la réussite de la deuxième génération de ce groupe.

L'Église épiscopale méthodiste britannique
R. Nathaniel Dett (1836; 1856),
Niagara Falls, Ontario
Désignée lieu historique national du Canada

L'ancienne école Raleigh n° 3,
établissement Buxton, Ontario
Désignée lieu historique
national du Canada



LES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

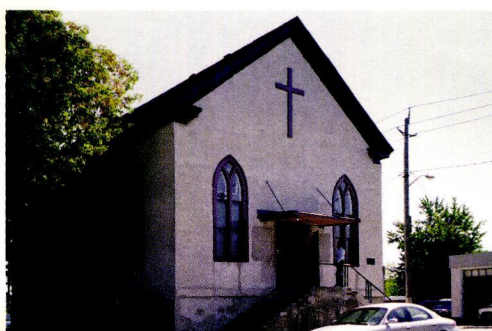
L'église est le type de bâtiment associé aux réfugiés qui est le plus susceptible d'avoir survécu. C'était le cœur même de la vie des colons du Chemin de fer clandestin. Les églises desservant spécifiquement la population noire furent, pour la plupart, établies en réaction à l'attitude négative de la majorité blanche qui, tout en étant contre l'esclavage, refusait souvent de traiter les anciens esclaves comme des égaux. Les églises noires devinrent les symboles les plus visibles des sociétés parallèles qui évoluèrent là où les réfugiés du Chemin de fer clandestin s'établirent en grand nombre.

L'Église épiscopale méthodiste africaine

Dans les années 1820, l'Église épiscopale méthodiste africaine (EMA), basée aux États-Unis, avait établi des succursales partout dans le Sud-Ouest de l'Ontario : en moins de dix ans, elle s'était étendue vers l'est jusqu'à Toronto et comptait quelque 2000 membres. L'église EMA Nazrey, construite à la main par la congrégation et conservée comme élément du North American Black Historical Museum d'Amherstburg, a été désignée lieu historique national du Canada.

L'Église épiscopale méthodiste britannique

Après l'adoption de la Loi sur les esclaves fugitifs en 1850, il devint de plus en plus risqué pour les dirigeants de l'Église afro-canadienne d'aller assister aux conférences annuelles de l'Église EMA aux États-Unis. Souhaitant une meilleure accessibilité et un rapprochement des autorités ecclésiastiques, et voulant prouver leur allégeance à leur nouvelle patrie, des membres de l'Église EMA au Canada entreprirent des démarches pour obtenir l'autonomie de leur Église. Leurs efforts furent couronnés



L'Église épiscopale
méthodiste britannique de
St. Catharines, Ontario
(chapelle Salem) (1851-55)
Désignée lieu historique
national du Canada

de succès et, en 1856, l'Église épiscopale méthodiste britannique (EMB) voyait le jour. Le premier évêque élu fut un ancien ministre de l'EMA, le révérend Willis Nazery. L'Église EMB poursuivit l'expansion commencée avec l'EMA, établissant des congrégations non seulement dans le Haut-Canada, mais aussi en Nouvelle-Écosse et dans les Bermudes.

La chapelle commémorative R. Nathaniel Dett, à Niagara Falls, l'une des plus anciennes églises EMB de l'Ontario, a été désignée lieu historique national, tout comme l'église EMB de St. Catharines (chapelle Salem). Cette église est l'une de celles qu'aurait fréquentées Harriet Tubman, la célèbre conductrice du Chemin de fer clandestin, lorsqu'elle vivait à St. Catharines. Depuis l'adoption de la Loi sur les esclaves fugitifs, les fugitifs n'étaient plus en sécurité dans les États du Nord, et Tubman guida environ 300 fugitifs, dont ses parents âgés, jusqu'au

Canada. L'Église EMB a atteint son plus grand nombre de fidèles juste avant la guerre de Sécession, après quoi la diminution de la population entraîna la fusion de plusieurs congrégations jusque-là distinctes. La plupart des églises EMA et EMB s'unirent en 1884.

L'Église baptiste

L'Église baptiste était une autre confession très populaire auprès de la communauté afro-canadienne. Dans le Haut-Canada, William Wilks, qui s'était échappé de Virginie en 1818 pour se rendre à Amherstburg, fut le premier Noir à adhérer à l'Église baptiste. À Amherstburg et, plus tard, dans le canton de Colchester, Wilks prêcha aux autres réfugiés, servant de pasteur non officiel jusqu'à son ordination comme ministre baptiste en 1821. Dans les années 1820 et 1830, Washington Christian, un réfugié et Ancien ordonné d'abord au sein de l'Église baptiste Abyssinia de New York, forma des congrégations baptistes noires à Toronto, Hamilton, St. Catharines et Niagara Falls.

En 1841, un certain nombre d'Afro-Canadiens se joignirent à des Afro-Américains de Détroit pour former l'Amherstburg Regular Missionary Baptist Association. Cette association représentait un effort concerté en vue de répondre aux besoins religieux et matériels des réfugiés confrontés à l'indifférence, voire à l'hostilité, des baptistes blancs du Canada. Militant fortement pour l'abolition de l'esclavage, elle coupa tout lien avec les Églises baptistes esclavagistes. La première église baptiste de Sandwich, dans ce qui est aujourd'hui Windsor, faisait partie de l'Association. Elle a été désignée lieu historique national du Canada.

Tout comme leurs collègues méthodistes, les prêcheurs baptistes parcouraient la campagne peu peuplée, apportant aux colons

isolés du réconfort tant sur le plan religieux que sur le plan social. Les femmes de la congrégation fondaient souvent des organisations philanthropiques, comme la « Women's Home Missionary Society », pour aider les nouveaux arrivants ou les nécessiteux. Dans les églises, les membres des communautés locales se réunissaient pour célébrer, s'entraider, partager leurs expériences et échanger sur la religion, la politique et les événements du jour.

Dès le départ, l'éducation des enfants des réfugiés fut l'une des grandes préoccupations des Églises. Quand il n'existait pas d'écoles ou quand les écoles existantes fermaient leurs portes aux enfants noirs, certaines Églises bâtirent leurs propres établissements scolaires. En 1852, l'Église EMA possédait cinq écoles accueillant quelque 250 élèves. Les écoles du dimanche offraient souvent plus qu'une simple instruction religieuse : elles palliaient les insuffisances des établissements existants. Un rapport sur les écoles du dimanche de la EMB en 1858 faisait état de quelque 900 élèves et de 12 bibliothèques comptant plus de 2000 livres.

Fait remarquable, beaucoup des premières églises construites par des congrégations afro-canadiennes sont parvenues jusqu'à nous, en partie à cause de l'importance qu'elles avaient aux yeux de leurs communautés. En outre, la plupart sont situées en milieu rural ou dans de petites communautés où l'absence de redéveloppement a rendu ces modestes structures moins vulnérables que les églises des grands centres comme Toronto. Dans cette dernière, presque toutes les anciennes églises afro-canadiennes sont disparues, victimes du feu, de la nécessité de bâtir de plus gros édifices pour accueillir un plus grand nombre de fidèles ou du développement urbain.

L'ÉDUCATION

“**P**eu de ceux qui n'étaient pas sur place peuvent se faire une idée de l'intense soif de savoir des gens de ma race. [...] Peu étaient trop jeunes, et nul trop vieux, pour tenter d'apprendre.”

Ainsi s'exprimait un vieux réfugié, relatant les grisantes premières années de liberté de sa communauté. Après la religion, l'éducation était certainement la plus importante valeur sociale au XIX^e siècle. À cette époque de « progrès », beaucoup voyaient dans l'éducation un outil indispensable pour « civiliser » les nombreux peuples formant les empires coloniaux européens, pour assimiler les cultures autochtones du Nouveau Monde, et pour améliorer la vie des anciens esclaves qui, selon l'expression des missionnaires blancs, avaient vécu dans des conditions dégradantes. Pour les esclaves réfugiés, le fait que les planteurs du Sud eurent interdit toute éducation aux esclaves ne faisait que renforcer le lien entre connaissance et pouvoir. Ayant libéré leur corps, ils voulaient maintenant libérer leur esprit par l'éducation.

Dans les faits, formation et éducation faisaient des réfugiés noirs les égaux des Blancs en termes de qualifications, éliminant tout obstacle légitime à leur avancement. Là où existaient des établissements scolaires adéquats, les diplômés afro-canadiens poursuivaient souvent leurs études pour devenir enseignants ou fréquentaient collèges et universités. Beaucoup revenaient ensuite dans leur communauté pour transmettre leurs connaissances à la génération montante ou pour exercer leur profession. Néanmoins, acquérir pareille éducation était souvent loin d'être facile.

Les services d'éducation publique s'étendirent lentement dans le Haut-Canada, au rythme de la croissance de la colonisation. Dans certains cas, les enfants noirs purent aller à l'école aux côtés des enfants blancs; dans d'autres, la résistance des Blancs à l'intégration rendit la chose irréalisable. Comme pour la colonisation en général, deux approches étaient possibles : soit qu'on insistât sur le droit légal d'inscrire les enfants dans les écoles intégrées (cette approche avait la faveur des partisans de l'égalité des droits comme Mary Ann Shadd Cary); soit qu'on acceptât de fait la ségrégation dans les écoles du gouvernement et des missions.

Les écoles publiques

La création d'écoles ségrégationnistes résulta de la réticence des Blancs à sanctionner l'intégration dans l'enseignement et fut renforcée par le fondement juridique de l'éducation offerte aux colons dans le Haut-Canada. À l'époque où l'afflux des réfugiés du Chemin de fer clandestin était le plus important, le grand public n'avait pas facilement accès à l'éducation. La Loi sur les écoles publiques de 1816 prévoyait le financement d'écoles publiques dans les endroits où il y avait 20 enfants ou plus. La communauté devait bâtir l'école, élire des commissaires pour la gérer et rendre compte au Conseil de l'éducation de la province, lequel supervisait le réseau

scolaire. Étant donné le peu de fonds disponibles, les élèves devaient verser des droits pour combler le déficit. À court d'argent pour payer des enseignants compétents, pour acheter des livres et pour entretenir les lieux, les écoles locales n'étaient souvent pas en mesure d'offrir un enseignement de qualité.

Mais même ce modeste degré d'éducation était souvent refusé aux réfugiés. Quand les parents afro-canadiens pouvaient payer les droits exigés, beaucoup d'écoles refusaient d'admettre leurs enfants. Une protestation adressée au lieutenant gouverneur sir Peregrine Maitland en 1828 ne donna aucun résultat.

En 1850, le nombre d'écoles dans la province avait augmenté considérablement. Même si les enfants noirs allaient à l'école aux côtés des enfants blancs dans des centres comme Burlington et Toronto, les portes des établissements scolaires leur étaient fermées à Hamilton et dans bien d'autres petites agglomérations comme Amherstburg, Chatham et Sandwich, malgré les pétitions coûteuses et répétées de la communauté des réfugiés. Quand le célèbre réformateur scolaire Egerton Ryerson devint surintendant des écoles du Haut-Canada, il décida de mettre sur pied un réseau d'éducation universel, gratuit, pratique et obligatoire. Dans ce contexte, il devint opportun sur le plan politique de voir à la survie des écoles confessionnelles. Avec la Loi sur les écoles séparées, des réseaux scolaires distincts furent créés pour les enfants protestants et catholiques. Alors qu'elle visait à accommoder les écoles confessionnelles, cette loi fut interprétée comme autorisant la ségrégation raciale dans les petites communautés du

Sud-Ouest de l'Ontario. Les écoles publiques séparées établies pour les enfants noirs dispensaient le plus souvent une éducation de qualité bien inférieure à celle qu'offraient les écoles blanches voisines.

Bien que Ryerson ait exprimé sa consternation devant ce qu'il considérait comme un abus de la loi, et malgré les protestations continues et les poursuites de la communauté afro-canadienne, rien ne fut fait pour améliorer la situation. Sur les conseils de Ryerson, Dennis Hill, de Dresden, porta l'affaire des écoles ségrégationnistes devant les tribunaux en 1853, mais le juge en chef du Haut-Canada, John Beverly Robinson, décida que, là où existaient des écoles séparées, tous les enfants noirs étaient tenus de fréquenter ces écoles quelle que fût la qualité de l'enseignement offert. Le système légal, tout comme Ryerson, sacrifia l'éducation des Afro-Canadiens pour garantir les gains de la majorité blanche en matière d'éducation. Les enfants de nombreux contribuables afro-canadiens durent donc faire leur deuil du réseau scolaire public ou se contenter de services de qualité inférieure.

Des activistes de la communauté des réfugiés, dont les éducateurs Mary Ann Shadd Cary et Henry Bibb, des leaders religieux comme l'évêque Nazery et des abolitionnistes comme George Brown, s'élevèrent fréquemment contre les écoles ségrégationnistes, exhortant les communautés à les combattre. La chose était plus facile à dire qu'à faire : au moins un colon réfugié dut vendre sa ferme pour payer les frais juridiques liés à son combat contre le réseau d'éducation. Dans les grandes villes où la population afro-canadienne représentait un pourcentage moins élevé et



était donc moins menaçante, les rapports étaient plus faciles. À Toronto, les écoles avaient toujours été intégrées et peu d'objections furent soulevées. William Peyton Hubbard, un homme d'affaires prospère et un conseiller municipal pendant 14 mandats consécutifs, est un bon exemple de fils de réfugiés ayant obtenu un diplôme dans le réseau scolaire intégré de Toronto.

L'école Raleigh n° 13, à North Buxton, est l'une des rares premières écoles publiques de la province qui subsistent. Bâtie en 1861, elle a accueilli les enfants de l'établissement Buxton jusqu'en 1968, et est maintenant un des éléments clés du lieu historique national de l'Établissement-Buxton.

Les écoles privées

Pour la communauté du Chemin de fer clandestin, l'éducation était une chose trop importante pour être laissée aux mains des représentants du gouvernement, qui avaient souvent d'autres priorités. Très tôt, les Églises et les sociétés missionnaires intervinrent. Même si elles n'étaient pas en mesure de compenser l'absence de réseau scolaire public pour la communauté des réfugiés, et même si elles étaient souvent critiquées pour leur contribution au maintien de la ségrégation, leurs écoles permirent à un bon nombre d'adultes et d'enfants d'acquérir divers degrés d'alphabétisation voire, dans certains cas, d'atteindre un niveau de scolarité supérieur. Les missions dirigeaient ou finançaient en partie des écoles dans ce qu'on appelait alors Queen's

La première église baptiste de Sandwich (1851), Windsor, Ontario
Designée lieu historique national du Canada

Bush, le long de la rive sud-est du lac Huron, de même qu'à Chatham, London, Windsor, Buxton et Dresden. Des groupes de parents ont parfois tenté de payer eux-mêmes le salaire d'un enseignant, mais comme les nouveaux colons avaient déjà du mal à joindre les deux bouts, la plupart des écoles avaient besoin d'aide pour rester ouvertes. Mary Ann Shadd Cary commença sa carrière au Canada comme enseignante dans une telle école, à Windsor.

L'école originelle de l'établissement Buxton (Elgin) recevait l'aide du synode presbytérien de Toronto et était supervisée par l'énergique révérend King. Cette école de mission avait si bonne réputation que beaucoup d'enfants blancs du voisinage quittèrent leur propre école — qui dut fermer — pour la fréquenter. L'école de la mission d'Elgin offrait un cours classique, incluant l'enseignement du grec et du latin, et ses diplômés étaient acceptés à l'Université de Toronto et à l'École normale de Toronto. D'autres écoles furent créées pour instruire les enfants de divers secteurs de l'établissement. Dans les années 1870, ces écoles, dont l'école Raleigh n° 13 à North Buxton, faisaient partie du réseau scolaire public.

Le monde militaire

Même avant l'afflux des réfugiés du Chemin de fer clandestin au XIX^e siècle, bon nombre d'Afro-Canadiens avaient embrassé une

carrière militaire. Certains étaient arrivés au Canada avec des régiments britanniques combattant dans la guerre d'indépendance américaine et s'étaient établis en Nouvelle-Écosse. Dans le Haut-Canada, les Butler's Rangers comptaient aussi des soldats noirs libres dans leurs rangs.

Un soldat de cette unité, Richard Pierpont, fut l'un des dix Loyalistes noirs de l'Empire uni à figurer officiellement sur la liste des Loyalistes de l'Empire uni. Quand les hostilités reprurent avec les Américains en 1812, il demanda au gouvernement de former une compagnie de soldats noirs. Pierpont était typique de la plupart des Afro-Canadiens de l'époque qui, jouissant d'une certaine liberté sous l'administration des Britanniques — liberté dont ils n'auraient pas joui aux États-Unis — compétaient parmi les plus loyaux sujets de la Couronne. Sa requête fut acceptée et le gouvernement forma une compagnie placée sous le commandement d'un officier blanc, Robert Runchey père. Cette compagnie fut baptisée « la compagnie des hommes de couleur du capitaine Runchey ». Des Afro-Canadiens et des Afro-Américains se joignirent également à d'autres régiments de la milice du Haut-Canada à l'époque. Ils combattirent vaillamment sur plusieurs champs de bataille de la Guerre de 1812, notamment sur les hauteurs de Queenston, au fort George, à Niagara, à Stoney Creek et à Lundy's Lane, de même que dans des combats navals sur le lac Ontario. C'est leur histoire que présente le lieu historique national du Fort-George, à Niagara-on-the-Lake.

À la fin des hostilités, les anciens combattants se virent promettre des indemnités de licenciement et des concessions de terres. Bien que ce ne sont pas tous les anciens combattants noirs qui ont reçu des concessions, quelques-uns purent s'établir sur des terres mises à leur disposition dans le canton d'Oro, près de l'actuelle ville de Barrie. À cet endroit, le gouvernement espérait les voir servir de remparts au cas où les Américains tenteraient d'envahir le Canada en passant par la baie Georgienne. L'église EMA d'Oro, à Edgar, est reconnue d'importance nationale en raison de son association avec cette période des débuts de la colonisation noire. Le rôle des forces militaires noires dans la Guerre de 1812 continua d'inspirer aux Afro-Américains l'espoir d'une vie de liberté en territoire britannique. Après la guerre, on assista à un mouvement continu de réfugiés vers le Haut-Canada.

Au début de la rébellion de 1837, la population noire du Haut-Canada avait considérablement augmenté. À la grande frustration du réformateur et rebelle William Lyon Mackenzie, les Afro-Canadiens demeurèrent farouchement loyaux à la Couronne. En décembre 1837, une nouvelle requête fut déposée en vue de la création d'un autre régiment de miliciens noirs. Des unités noires additionnelles furent formées et placées sous les

ordres de James H. Sears et Hugh Eccles dans la région de Niagara. Près de Chatham, une première, puis une deuxième compagnie de Noirs furent rassemblées. Comme bien d'autres communautés frontalières, les communautés afro-canadiennes n'attendirent pas toujours l'appel des autorités militaires officielles et mirent souvent sur pied des unités de volontaires qu'elles entraînaient elles-mêmes. À Windsor, le chef de la communauté du Chemin de fer clandestin, Josiah Henson, commanda une compagnie de volontaires associée à la milice d'Essex.

Les états de service des unités de miliciens noirs sont impressionnants. La compagnie de Sears soutint une attaque contre le navire américain *Caroline*, qui approvisionnait les forces de Mackenzie sur l'île Navy. Près de Sandwich, la milice d'Essex, incluant les volontaires de Josiah Henson, s'empara de la goélette rebelle *Anne*, qui bombardait la ville à partir de la rivière Détroit. Avec le corps des hommes de couleur du capitaine Caldwell, composé de quelque 123 volontaires, les hommes de Henson prirent également part à la défense du fort Malden de décembre 1837 à mai 1838. Des troupes constituées à la hâte, incluant 50 volontaires noirs, défendirent Windsor contre une attaque tardive en 1838. Le rôle de la milice noire à Amherstburg est l'un des motifs de la désignation du lieu historique national du Fort-Malden.

CONCLUSION

La diversité des endroits, des personnes et des événements liés au Chemin de fer clandestin témoigne des racines profondes que les réfugiés ont développées après leur arrivée en sol canadien, et la dispersion géographique des lieux d'importance historique montre à quel point les nouveaux arrivants ont su s'intégrer au tissu social du Canada. L'étonnante survie d'un grand nombre de leurs modestes structures, vraisemblablement fragiles, est un hommage à la détermination de leurs descendants à préserver les traces des combats menés sans relâche par leurs pères. Chacune des manifestations de cet important chapitre de l'histoire du Canada raconte une partie de l'histoire; chacune vient éclairer davantage l'ensemble du tableau.

SOURCES DES ILLUSTRATIONS

Page 3 — Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, K. Elder, 1999;

Page 6 — Archives nationales du Canada, C-029977;

Page 10 — Archives publiques de l'Ontario, C279-0-0-0-3;

Page 11 — Portrait provenant de *Truth Stranger than Fiction. Father Henson's Story of his Own Life*, Boston, John P. Jewett & Co.; Cleveland, Henry P.B. Jewett, 1858;

Page 12 — Parcs Canada, 1999; Parcs Canada, O. Thomas, 1999;

Page 13 — Parcs Canada, S. Ricketts, 1998;

Page 17 — Parcs Canada, D. Cooke, 1996.